

## MARCHÉ D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS COLLECTIVES DE CHAUFFAGE ET DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE

Référence : FCS202603

Date de publication : 27/03/2026

Date limite de dépôt : 04/05/2026 - 12:00

Lien de l'offre : <https://m2a-habitat.fr/appels-offres/marche-dexploitation-des-installations-collectives-de-chauffage-et-de-production-deau-chaude-sanitaire/>

### Contact

LE GAC Corentine

Tél : 03.89.45.13.13

Email : [service-marches@m2a-habitat.fr](mailto:service-marches@m2a-habitat.fr)

### Description

#### Pouvoir adjudicateur :

m2A Habitat

Adresse : 20 boulevard de la Marseillaise BP 1429 68071 MULHOUSE

Téléphone : 03.89.45.13.13

Courriel : [service-marches@m2a-habitat.fr](mailto:service-marches@m2a-habitat.fr)

#### Date de publication :

27/03/2026

#### Date limite de réception des offres :

04/05/2026 à 12h00

#### Objet du marché :

Marché d'exploitation des installations collectives de chauffage et de production d'eau chaude

sanitaire

**Caractéristiques principales :**

Les prestations comprennent la conduite, l'entretien, la maintenance (P2) et le maintien et la remise en état des installations thermiques (P3). Lieux d'exécution : Mulhouse (Haut-Rhin) et communes de l'agglomération. Il s'agit d'un marché ordinaire. Il n'est pas prévu de décomposition en lots. La visite sur site est conseillée (se référer au règlement de la consultation).

**Procédure :**

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

**Durée du marché :**

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an. L'exécution des prestations aura lieu du 01/07/2026 au 30/06/2027. Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

**Conditions de financement :**

Se référer au règlement de la consultation.

**Renseignements relatifs à la situation juridique – capacité économique et capacité technique – références requises :**

Se référer au règlement de la consultation.

**Critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection :**

Capacités techniques, financières et professionnelles.

**Critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Valeur technique : 55/100.

Prix : 40/100.

Protection de l'environnement : 5/100.

Se référer au règlement de la consultation.

**Pièces de l'offre :**

Se référer au règlement de la consultation.

**Conditions de remise des offres :**

Se référer au règlement de la consultation.

**Dossier de consultation :**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé. Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr> ou via le site <https://www.m2a-habitat.fr> rubrique « Entreprises et collectivités – Appels d'offres ». Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...). Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Procédure de recours :**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Télécopie : 03 88 36 44 66

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.